

## Déclaration Liminaire au Comité Social d'Administration Local du 31 mars 2026

Monsieur le président,

Une fois n'est pas coutume, cette année Solidaires Finances Publiques Aveyron a fait le choix de siéger au CSAL consacré aux emplois lors de cette deuxième convocation. Cela parce que l'exercice cette année s'inscrit dans le contexte inédit de rénovation du pilotage des emplois.

La Loi de Finances pour 2026, adoptée grâce à un énième 49 alinéa 3, ne fait qu'entériner ce que notre organisation dénonce depuis des années.

**Toujours plus de casse de services publics, toujours plus de suppressions de fonctionnaires : après 600 emplois supprimés à la DGFIP en 2025 , ce sera encore 550 emplois pour 2026 !**

Ces suppressions vont une fois de plus très fortement dégrader l'exercice des missions et les conditions de travail de l'ensemble des agentes et agents.

Avec une grande nouveauté cette année : la baguette magique de la nouvelle méthode d'allocation des emplois ! Un tour de passe-passe sans précédent !!!

**Force est de constater que cette modalité de pilotage des emplois et des effectifs ne va pas dans le sens de la transparence.**

Et que la lecture des documents fournis, loin de nous éclairer sur les décisions qui ont été prises pour notre département, aurait plutôt tendance à nous embrouiller !

Donc, nous siégeons, afin d'essayer d'obtenir réponses et explications aux questions que nous avons été amenés à nous poser en préparant ce CSAL.

Pour autant, notre position reste ferme, vous êtes seul maître (et donc seul responsable) des choix quant aux localisations de ces suppressions, et nous ne nous laisserons pas entraîner dans d'éventuels débats ou discussions sur ce sujet.

Dans un contexte où la souffrance au travail à la DGFIP est grandissante, où on nous demande de faire toujours plus, avec toujours moins de moyens, Solidaires Finances Publiques restera vigilant et combattra les effets délétères de cette politique d'austérité sur les conditions de travail des agentes et des agents.

